



Consultation publique de l'Autorité de Régulation des
Communications Electroniques et des Postes relative au
projet de décision portant définition de l'encadrement
tarifaire de la terminaison d'appel vocale mobile en
métropole sur la période du 1^{er} juillet 2011 au 31
décembre 2013

Réponse du Groupe France Télécom Orange

Version publique

Les paragraphes de la réponse entre [] relèvent du secret des affaires.

Contacts : thierry1.mutschler@orange-ftgroup.com et estelle.messeant@orange-ftgroup.com

Lien vers la consultation et le modèle public :

[http://www.arcep.fr/index.php?id=8571&tx_gsactualite_pi1\[uid\]=1367&tx_gsactualite_pi1\[backID\]=1&cHash=a4da12f635](http://www.arcep.fr/index.php?id=8571&tx_gsactualite_pi1[uid]=1367&tx_gsactualite_pi1[backID]=1&cHash=a4da12f635)

Groupe France Telecom -

Projet de décision sur l'encadrement tarifaire de la TA mobile vocale du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2013 1

Groupe France Telecom



Synthèse

Orange France a pris connaissance du projet de décision de l'Autorité et se félicite du projet de suppression de l'asymétrie tarifaire dont a bénéficié Bouygues Télécom depuis plus de 15 ans. L'ARCEP envisage ainsi de mettre un terme à une situation anormale tant au regard des recommandations de la Commission européenne que des critères précisés par le Conseil d'Etat en juillet 2009 permettant de justifier d'une asymétrie.

Cependant, Orange France ne partage pas l'intégralité de l'analyse de l'Autorité ni certaines orientations qu'elle souhaite donner à ce nouveau cycle.

Concernant les tarifs d'interconnexion, Orange France considère que l'application d'un tarif supérieur au tarif régulé de terminaison d'appel (TA) en cas de trafic livré à un point d'interconnexion non optimal (tarif Extra Zone Arrière ou « EZA ») est une bonne incitation à une gestion efficace des ressources réseaux, et doit donc être maintenue à cette fin. Le marché du transit étant concurrentiel, le niveau du tarif de transit pratiqué par Orange France (écart entre EZA et TA) n'a pas lieu d'être régulé pour être annulé en fin de cycle comme l'envisage l'Autorité.

L'ARCEP a déterminé le niveau cible du plafond de terminaison d'appel applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 en procédant d'une part à une analyse des pratiques en la matière au niveau européen et en s'appuyant d'autre part sur le modèle qu'elle a développé pour estimer les coûts réseaux d'un opérateur mobile métropolitain.

Il s'avère que le niveau de terminaison d'appel proposé à la cible par l'ARCEP pour les trois opérateurs mobiles métropolitains est inférieur aux niveaux retenus, lorsqu'ils sont connus, par les autres régulateurs européens sur la période alors même que la faible densité de population en France peut expliquer des coûts réseaux supérieurs.

Quant au modèle de coûts développé par l'Arcep, il ne constitue pas encore un outil suffisamment stable et robuste pour s'y référer dans la détermination des niveaux de TA pertinents. Certaines valeurs de paramètres restent contestables tout en ayant un impact fort sur les niveaux de terminaison d'appel qui en résultent.

Enfin, Orange France, en tant qu'opérateur efficace, s'estime en droit de pouvoir recouvrer ses coûts incrémentaux qui incluent une part de coûts communs (celle liée à l'existence de trafic entrant) et des coûts commerciaux liés à la fourniture en gros du service de terminaison d'appel et la part incrémentale des coûts de spectre comme le prévoit la recommandation de la commission européenne sur le traitement réglementaire des tarifs de terminaison d'appels

Ce ne serait pas le cas si l'ARCEP retenait le niveau de 0.8c€/min comme plafond de terminaison d'appel mobile à compter du 1^{er} janvier 2013 puisqu'Orange France estime que ce niveau devrait être [. .] (*secret des affaires*) en fin de période.

Enfin en ce qui concerne la terminaison d'appel de Free Mobile, bien que le projet de décision ne le concerne pas, Orange France souhaiterait que l'Arcep publie suffisamment tôt, soit plusieurs mois avant l'ouverture commerciale des services de Free mobile, le niveau de cette terminaison d'appel



Commentaires de France Telecom

Orange France a pris connaissance du projet de décision portant définition de l'encadrement tarifaire des prestations de terminaison d'appel vocal mobile des opérateurs Orange France, SFR et Bouygues Telecom pour la période du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2013, qui a été notifié à la Commission européenne et aux autorités réglementaires nationales de l'Union Européenne et qui est soumis à consultation publique.

Orange souhaite faire part ici de ses commentaires qui s'ajoutent à ceux déjà formulés dans les différentes réponses aux précédentes consultations relatives à cet encadrement tarifaire et au modèle technico-économique permettant de déterminer le niveau tarifaire des prestations de terminaison d'appel vocal.

1- L'évolution du marché de la téléphonie mobile en France

Quand l'Arcep affirme que *"la facturation de la terminaison d'appel est une somme de flux financiers équilibrés entre les opérateurs au niveau du secteur dans son ensemble"* cette affirmation n'est vérifiée qu'approximativement sur le périmètre des marchés du fixe et du mobile¹, mais pas au niveau du seul marché des mobiles. En effet, actuellement, le chiffre d'affaires total des terminaisons d'appel obtenu au travers des communications "fixe vers mobile" est supérieur à celui tiré des communications du type "mobile vers fixe".

De plus l'Arcep évoque les offres de convergence technique, comme "unik" d'Orange France et suppose que la baisse des terminaisons d'appel mobile pourrait amener au développement de nouvelles offres de ce type. [...] (*secret des affaires*) Il apparaît que ces offres ne répondent pas aux attentes des consommateurs et que des solutions de substitution existent et se développent.

D'une part, certains forfaits mobiles offrant une abondance sans restriction de destination ou de plage horaire permettent aux clients qui le souhaitent de faire de leur mobile, leur unique téléphone, y compris depuis leur domicile. D'autre part, grâce à la diffusion de plus en plus large des terminaux mobiles compatibles Wifi, à l'amélioration des interfaces et des protocoles d'appairage, le client devient autonome pour mettre en place sa convergence domestique. Son téléphone mobile se connecte automatiquement à son modem Wifi et devient un périphérique supplémentaire pour ses usages numériques domestiques : streaming TV, navigation sur le web, téléphonie via des logiciels de VoIP etc...

En conséquence le développement des offres de convergence technique semble totalement décorrélé du niveau des terminaisons d'appel mobile.

2- Les principes de la régulation

2.1- Les modalités de l'encadrement tarifaire de la prestation de terminaison d'appel vocal mobile

2.1.1- Les évolutions tarifaires proposées

Les baisses successives des terminaisons d'appel ont eu et auront un impact direct significatif sur le chiffre d'affaires des opérateurs français et leurs plans d'affaires. Cette évolution est de nature à modifier les arbitrages et projections d'investissement des opérateurs mobiles. En outre, dans un contexte où les pouvoirs publics s'apprêtent à octroyer les fréquences pour les services mobile de quatrième génération qui s'accompagneront de nouveaux investissements très lourds couvrant le déploiement d'un réseau de nouvelle technologie, il est important que l'Autorité tienne compte des effets de ses décisions sur les marchés financiers.

¹ Si l'on néglige l'impact sur les revenus du trafic international entrant



2.1.2- L'asymétrie tarifaire

Orange France se félicite que l'Autorité propose de supprimer dès le 1^{er} juillet 2011, l'asymétrie tarifaire dont bénéficie Bouygues Telecom depuis environ 15 ans. En effet cette asymétrie constitue une anomalie qui n'a pas d'équivalent dans les grands pays européens comparables à la France. La recommandation de la Commission européenne du 7 mai 2009 sur les évolutions des terminaisons d'appel rappelle qu'une asymétrie en matière de niveau tarifaire de terminaison d'appel ne se justifie a priori pour un nouvel entrant sur le marché que sur une période limitée estimée à 4 années.

De plus, l'arrêt du Conseil d'État du 24 Juillet 2009 précise qu'une asymétrie tarifaire de terminaison d'appel ne peut se justifier que pour compenser la partie d'un solde d'interconnexion négatif qui serait subie par un opérateur tel que Bouygues Télécom. Or, ainsi que l'a relevé le Conseil d'État en 2009, ce déficit résultait en réalité pour une très large part « *des choix effectués par cette société au sein du système de tarification existant et de leur incidence sur ses soldes d'interconnexion* ».

L'analyse de la situation actuelle confirme que le solde négatif d'interconnexion de Bouygues Telecom n'est d'ailleurs aucunement subi par cet opérateur mais relève clairement entièrement de ses choix marketing de détail, choix qui lui permettent notamment de bénéficier d'un revenu moyen par client que nous estimons supérieur de [...] (*secret des affaires*) environ par rapport à celui d'Orange.

Enfin en ce qui concerne la terminaison d'appel de Free Mobile, bien que le projet de décision ne le concerne pas, cet opérateur n'ayant pas encore ouvert commercialement ses services, elle doit être régulée dès l'ouverture commerciale de l'activité de Free mobiles et doit être communiquée plusieurs mois avant le lancement commercial des services de Free mobile.

En tant qu'opérateur puissant sur sa boucle locale, Free Mobile doit être soumis aux mêmes obligations réglementaires que les trois autres opérateurs opérant en métropole dès l'ouverture commerciale de ses services. L'éventuelle asymétrie dont Free Mobile pourrait bénéficier devrait être dûment justifiée, proportionnée aux coûts incrémentaux réellement encourus par Free Mobile pour terminer le trafic sur ses clients, notamment lorsqu'ils sont en situation d'itinérance sur le réseau d'Orange, et strictement limitée dans le temps à une période inférieure ou égale à la recommandation de la Commission.

2.2- Les méthodes de comptabilisation des coûts d'investissement

Orange France est favorable au choix de la méthode dite de "l'amortissement économique". Celle-ci répond aux objectifs poursuivis, tandis qu'à contrario, le recours aux autres méthodes présente des inconvénients majeurs.

La méthode de "l'amortissement économique" répond de façon adéquate aux objectifs poursuivis. Elle est adaptée au contexte technologique et économique : méthode de type "coût de remplacement", elle a pour but la valorisation d'un réseau sur la base des meilleures technologies disponibles industriellement, et dans l'optique du maintien à long terme de ses capacités.

L'amortissement économique, calculé sur une durée de vie économique, constitue une mesure juste de l'évolution de la valeur économique du patrimoine, grâce à la prise en compte du progrès technologique. Cette évolution, de par la formule de calcul utilisée, est régulière, et favorise l'établissement de trajectoires tarifaires stables et prévisibles.

Cette méthode permet le recouvrement exact de l'investissement initial, après prise en compte à la fois de la dépréciation subie annuellement par l'équipement, et de la rémunération de la valeur de l'investissement. Sur un plan pratique, elle est simple et neutre : l'annuité pour un actif étant indépendante de sa date d'acquisition, les problématiques découlant de l'historique propre à chaque opérateur sont évacuées.

Enfin, le choix de cette méthode assure la cohérence avec la comptabilité réglementaire (calcul des coûts en filière). Elle est aussi conforme à la recommandation de la Commission européenne 2009/396/CE, paragraphe 7.



La méthode dite de "l'amortissement constant", ou encore des "coûts historiques comptables", est à écarter pour les raisons suivantes :

- les annuités ne suivent pas l'évolution de la valeur économique de l'investissement, ce qui biaise l'arbitrage *"make or buy"* ;
- le progrès technologique n'est pas pris en compte.

Cette méthode peut donc occasionner des écarts de valeur importants avec la valeur économique réelle des actifs.

Quand à la méthode OCM *"Operating Capital Maintenance"*, en dehors du fait qu'elle s'appuie sur des durées de vie comptables, cette approche présente un inconvénient majeur. Quand le progrès technique est non nul, la somme actualisée des coûts de capital obtenus au travers de cette méthode n'est pas égale à l'investissement initial. Ceci signifie que l'entreprise, à l'horizon de la durée de vie de l'investissement, ne récupère pas exactement le montant investi initialement. Les situations de sur ou de sous-remboursement que l'on constaterait alors, conduiraient à des comportements de sur, ou sous-investissements.

Enfin pour la méthode FCM *"Financial Capital Maintenance"* plus empirique que la méthode de l'amortissement économique, cette approche a pour effet de lisser les évolutions technologiques, et présente l'inconvénient d'être sensible aux dates d'acquisition des différents équipements.

2.3- La structuration tarifaire selon le point de livraison du trafic entrant (intra zone arrière et extra zone arrière)

Chaque opérateur doit avoir la possibilité de déterminer les points pertinents d'interconnexion à son réseau de façon à optimiser de manière statistique les acheminements d'appels destinés à ses clients finals issus d'un réseau d'un opérateur tiers.

Sur ce sujet, l'Autorité indique *"à titre de comparaison, on peut noter que, sur le marché fixe, le nombre de points d'interconnexion dépend globalement du volume de trafic envoyé par l'opérateur appelant"*.

Cette formulation est de notre point de vue très simplificatrice et mériterait d'être amendée. D'une part le nombre de points d'interconnexion dépend de choix d'architecture de l'opérateur appelé qui peut légitimement favoriser la livraison des appels au plus près de ses clients de façon à optimiser l'usage de son réseau. D'autre part, chaque opérateur appelant peut légitimement déterminer le nombre de points d'interconnexion qu'il retiendra parmi ceux proposés par l'opérateur appelé en effectuant un arbitrage financier entre deux types de dépenses :

- des coûts d'investissements pour déployer son réseau au plus près des points d'interconnexion proposés ;
- des coûts supplémentaires de transit encourus lorsque l'opérateur appelant ne souhaite pas déployer son réseau jusqu'à certains points d'interconnexion proposés.

Certes le volume de trafic est un paramètre important des décisions prises sur ce sujet par un opérateur donné mais c'est loin d'être le seul, en particulier les coûts de raccordement à différents points et les tarifs pratiqués sur le marché de transit jouent un rôle tout aussi important.

Dans le cas d'appels émis vers un réseau mobile, à la différence d'appels émis vers des numéros géographiques fixes, l'opérateur appelant ne dispose pas d'information sur la localisation de l'appelé lui permettant de livrer systématiquement l'appel au plus près de l'appelé. Par contre, Orange France a constaté que statistiquement, l'acheminement sur son réseau d'appels émis depuis des réseaux tiers est optimisé si l'appel lui est livré au plus près de l'appelant, une grande majorité des appels concernant deux interlocuteurs situés dans une même région. Le point de livraison optimal se situe donc dans la région correspondant à la zone géographique de l'appelant. C'est cette constatation qui conduit Orange France à proposer un tarif extra zone arrière (EZA) supérieur au niveau régulé de la terminaison d'appel en cas de livraison du trafic sur un point d'interconnexion ne correspondant pas au point pertinent optimal que constitue le point d'interconnexion situé dans la région de l'appelant. Il n'y a pas lieu de remettre en cause cette disposition à court ou moyen terme.

Nous souhaitons également relativiser l'impact, pour les opérateurs tiers, de la facturation du tarif EZA.



Orange a déjà communiqué à l'Arcep que moins de [...] (*secret des affaires*) des appels nationaux ont été identifiés « EZA » et ainsi facturés par Orange France à un tarif de 3,36 centimes d'euros par minutes soit à un tarif qui reste inférieur au tarif régulé actuel de Bouygues Telecom par exemple.

Ceci s'explique en partie par le fait que les opérateurs mobiles ne sont pas les seuls à pouvoir bénéficier du tarif de terminaison d'appel régulé. En effet, [...] (*secret des affaires*) sont aujourd'hui déployés sur l'ensemble des zones arrière d'Orange France ; deux autres opérateurs majeurs [...] (*secret des affaires*) envisagent également aujourd'hui de se raccorder à moyen terme sur chacune des 17 zones arrière du réseau d'Orange France.

La structure tarifaire aujourd'hui proposée par Orange France ne constitue donc pas de barrière pour les opérateurs du secteur et ne constitue pas un frein à l'accès à la prestation de terminaison au point d'interconnexion pertinent.

Le maintien de la structure tarifaire avec deux niveaux de terminaison d'appel (Terminaison d'Appel régulée lorsque le trafic est livré au point pertinent (IZA), EZA sinon) nous paraît bien toujours légitime et nécessaire sachant :

- qu'il existe un marché du transit concurrentiel et que, s'ils souhaitent bénéficier du tarif IZA, les opérateurs nationaux ont la possibilité d'acheminer leur trafic via un opérateur tiers transitaire raccordé sur l'ensemble des zones arrière du réseau d'Orange France lorsqu'ils ne le sont pas eux mêmes,
- que la suppression de la composante EZA pourrait conduire à des investissements conséquents si Orange France souhaitait maintenir la même qualité d'écoulement du trafic d'interconnexion qui pourrait, du fait de l'absence d'incitation financière, être livré par les opérateurs tiers de façon non optimale.²

Ainsi, la suppression de la composante EZA à horizon début 2013 telle qu'envisagée par l'Autorité nous semble être une mesure contre productive et il nous paraît bien nécessaire de maintenir ces deux niveaux de terminaison d'appel sur l'ensemble du cycle.

3- Les références disponibles

3.1- Comparaison des tarifs de terminaison d'appel mobile

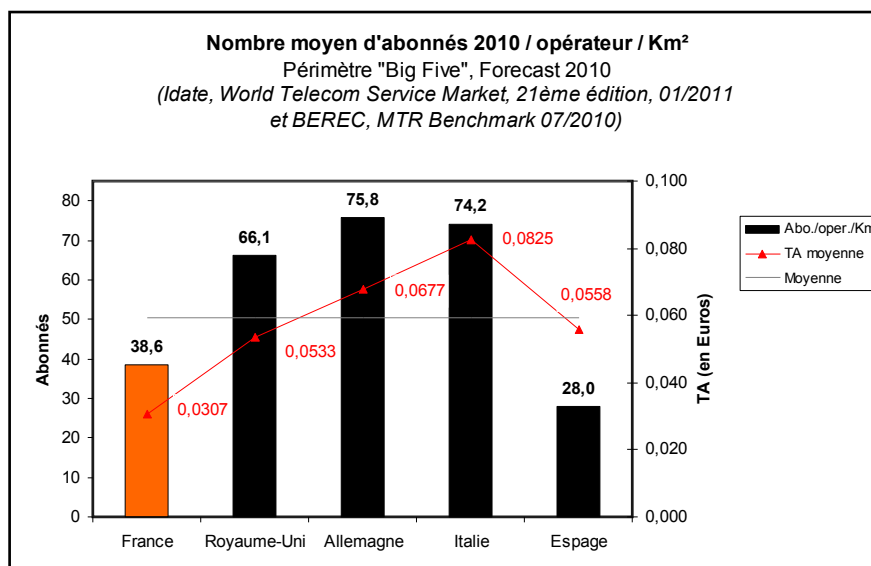
L'Autorité fait référence aux benchmarks de l'Organe des Régulateurs Européens des Communications Electroniques. Orange France tient à souligner une particularité de la France sur les densités de clientèle. Les écarts de densité de clientèle sont un des critères essentiels de différenciation entre les différents pays, dans la mesure où, à la fois ils offrent de fortes disparités d'un pays à l'autre, et ils ont un effet direct sur le dimensionnement du réseau d'un opérateur mobile et son coût. Le graphique ci-dessous fait apparaître que la France, avec en moyenne moins de 40 abonnés mobiles par opérateur et au Km², contre plus de 50 en moyenne pour les "big five", ne se situe pas en situation favorable sur ce plan.

Ce critère ne contribue donc pas à justifier le niveau de terminaison d'appel mobile comparativement faible observé en France.

² Comme mentionné dans notre réponse au questionnaire « Terminaison d'Appel Mobile » de début d'année, en considérant par exemple le cas du rapatriement par l'ensemble des opérateurs tiers autres que France Télécom de leur trafic entrant sur les points d'interconnexion (PRI) parisiens nous estimons qu'Orange France devrait investir dans [...] (*secret des affaires*) pour un coût, matériel uniquement, estimé à environ [...] (*secret des affaires*) (non comptabilisées en particulier les études associées à un tel scénario).

Une fois le trafic ainsi livré sur Paris, resterait à Orange France le soin d'acheminer, jusqu'au MSC de l'appelé, le trafic concerné en achetant une prestation de transit à un opérateur fixe tel que France Télécom au prix du marché.

L'impact financier de la livraison "non concentrée" du trafic par les opérateurs au niveau de PRI ne desservant pas la ZA de l'appelé est potentiellement supérieur encore puisqu'elle pourrait conduire au déploiement d'équipements sous dimensionnés pour faire face aux éventuels pics de trafic sur un PRI donné.



Aussi, concernant la référence aux décisions prises d'une part par l'Ofcom pour le Royaume Uni et d'autre part l'IBPT pour la Belgique, Orange tient à formuler les remarques suivantes :

Pour le Royaume Uni, bien que le tarif cible annoncé soit quasiment identique au tarif cible de l'Arcep (0,69 pence par minute, soit 0,79 c€ par minute), cette cible ne sera atteinte qu'à compter du second trimestre de l'année 2014 et non au 1^{er} janvier 2013. L'Ofcom a déjà précisé à la Commission européenne son souhait de ne pas déstabiliser l'économie et l'équilibre financier des acteurs du secteur mobile britannique.

Enfin pour la Belgique le niveau cible est nettement supérieur au niveau cible préconisé par l'Arcep tout en restant conforme à la recommandation de la Commission européenne (1,08 c€ la minute).

3.2- La modélisation technico-économique

Pour établir le niveau cible des terminaisons d'appel mobile à horizon fin 2012, l'Arcep s'appuie en particulier

- sur la modélisation du réseau d'un opérateur mobile dit générique censé être efficace et réaliste,
- sur des coûts théoriques résultant de la modélisation des réseaux des opérateurs mobiles existants qui peuvent être rapprochés des coûts constatés par ces opérateurs et de leurs comptes réglementaires audités en particulier.

Malgré les efforts consentis par l'Autorité pour affiner son modèle en fonction notamment des données des opérateurs mobiles, nous constatons que certains paramètres ont un tel impact sur les coûts incrémentaux liés au trafic entrant qu'ils mériteraient encore d'être ajustés.



3.2.1 – Les coûts réseaux issus du modèle

L'Autorité indique dans son projet de décision que la robustesse des données issues du modèle concernant les coûts incrémentaux de terminaison d'appel est confirmée notamment par « *l'analyse de sensibilité des résultats en coûts incrémentaux [...] aux paramètres pour lesquels il existe une marge d'appréciation* »

Nous ne partageons pas cette analyse.

A titre d'exemple, nous constatons, en retenant dans le modèle personnalisé pour l'opérateur Orange, les valeurs effectivement prises en compte par nos architectes réseaux pour les paramètres qui décrivent le taux de remplissage « acceptable » des équipements et le nécessaire délai d'anticipation dans le déploiement de ceux-ci³, que les coûts incrémentaux de terminaison d'appel apparaissent non plus égaux à [...] (*secret des affaires*) en 2012 (comme cela apparaît dans le modèle « non corrigé ») mais se situent plus probablement autour de [...] (*secret des affaires*) avec des coûts réseaux globaux cohérents avec les données issues des compte réglementaires.

Il subsiste donc bien dans le modèle des paramètres pour lesquels il existe une marge d'appréciation et qui ont un fort impact sur le calcul des coûts incrémentaux.

Même en retenant, dans le modèle personnalisé par l'Arcep pour l'opérateur Orange France, et pour les paramètres décrits ci-dessus⁴ non plus la vision qu'en a Orange mais les valeurs retenues par l'Autorité pour l'opérateur générique, nous observons un écart de [...] (*secret des affaires*) entre les niveaux de terminaison d'appel issus du modèle Orange ainsi « modifié » et ceux issus du modèle Orange « non modifié » sur la période 2011 à 2016.

Également, et toujours à titre illustratif, on peut constater le fort impact du paramètre « Carrier non-homogeneity allowance per sector »⁵ dont la valeur (Source: Analysys assumption) retenue dans le modèle pour Orange est différente de celle retenue pour l'opérateur générique sans que nous n'ayons a priori été sollicités pour en préciser notre vision.

Là encore, en adoptant pour ce paramètre, dans le modèle « Orange » le niveau adopté pour l'opérateur générique, nous constatons des écarts conséquents entre le niveau de terminaison d'appel avant et après correction : [...] (*secret des affaires*) sur la période 2011 à 2016.

³ Fichier « Network » / onglet « Reasonable growth inputs » / paramètres « Design utilisation » et « Half planning period »

⁴ Fichier « Network » / onglet « Reasonable growth inputs » / paramètres « Design utilisation » et « Half planning period »

⁵ Fichier « Network » / onglet « Params-3G » / 4- Base station configuration / Macro site capacity



[. . .] (*secret des affaires*)



Nous avons par ailleurs, dans nos précédentes réponses et auditions, illustré l'impact, certes moins conséquent mais loin d'être négligeable d'autres paramètres comme le rayon des cellules que nous estimons sous estimé pour le réseau UMTS en zone dense en particulier.

Orange considère donc que le modèle théorique servant de base à l'estimation des coûts incrémentaux de terminaison d'appel sur les réseaux mobiles n'est pas encore suffisamment stable et robuste pour constituer une référence pour l'Autorité.



3.2.2 – Comparaison des coûts réseaux modélisés et des coûts réglementaires

La recommandation de la commission du 7 mai 2009 sur le traitement réglementaire des tarifs de terminaison d'appels fixe et mobile dans l'Union Européenne précise :

« Les ARN peuvent comparer les résultats de l'approche de modélisation ascendante avec ceux d'un modèle descendant qui utilise des données vérifiées afin de contrôler et d'accroître la fiabilité des résultats et de procéder aux ajustements en conséquence. »

En procédant à cette comparaison entre les coûts (réseaux) tels qu'issus du modèle « version mars 2011 » (sans ajustement) pour l'opérateur Orange France et les coûts réseaux tels qu'issus des comptes réglementaires nous constatons que les coûts modélisés sont systématiquement inférieurs aux coûts réseaux constatés ou prévisionnels sur les années 2008 à 2012 alors même que ces coûts ne reflètent que partiellement la valeur économique du réseau d'Orange France.

En effet, la chronique du patrimoine communiquée par Orange France mi 2010 fait apparaître qu'en 2009, le réseau était constitué d'une part non négligeable de patrimoine actif amorti qui devrait être prise en compte dans la valorisation du réseau d'Orange.

En valorisant le patrimoine actif amorti (montant du patrimoine amorti / durée d'amortissement de la catégorie d'actifs concernée) nous estimons ainsi que les coûts réseaux d'Orange France sont en 2009 supérieurs de [. . .] (*secret des affaires*) à ceux qui apparaissent dans les comptes réglementaires.

Faisant l'hypothèse d'un ratio constant sur la période, nous estimons ainsi que le modèle, y compris corrigé pour les paramètres réseau décrits au chapitre ci-dessus (« Design utilisation » et « Half planning period ») minimise les coûts réseaux d'Orange France de [. . .] (*secret des affaires*) sur les années 2008 à 2012 et potentiellement les niveaux incrémentaux des terminaisons d'appel d'autant.



[. . .] (*secret des affaires*)



Nous estimons donc ainsi que les coûts réseaux incrémentaux de terminaison d'appel d'Orange France (hors coûts de licence ou de spectre) sont de l'ordre de [. . .] (*secret des affaires*)



3.3- Les coûts des licences et d'achats de spectres

Contrairement à ce qu'affirme l'Arcep ("Orange France et SFR estiment que les coûts de licence sont incrémentaux"), Orange France ne considère pas que les coûts des licences soient en totalité incrémentaux, mais comme l'y invite la Commission européenne (cf. recommandation 2009/396/CE), elle fait la distinction entre :

- les coûts de couverture, qui effectivement ne sont pas incrémentaux au trafic,
- les coûts de capacité, qui eux dépendent du trafic, et qui dès lors doivent être recouverts dans le cadre des coûts incrémentaux au trafic.

Le coût incrémental se définit comme le différentiel entre le coût total supporté en cas de fourniture du service de la terminaison d'appel et le cas de non délivrance du service (absence de trafic entrant). Concernant la ressource spectrale, dont les besoins vont croissant avec le développement du réseau, ce différentiel s'exprime en termes de décalage temporel des investissements réalisés. Le coût total recherché est donc la différence entre la somme actualisée des montants nécessaires à l'acquisition de spectre suivant que l'opérateur doit ou pas acheminer du trafic entrant.

Ce coût différentiel, reconstitué et actualisé est une charge d'investissement, annualisable suivant les règles habituelles (amortissement économique, prenant en compte à la fois la dépréciation des actifs et la rémunération du capital).

L'absence de variabilité apparente du trafic n'est pas liée à la nature des coûts en cause (ce sont bien des achats de capacités supplémentaires, nécessités par l'existence de trafic entrant), mais au mode d'acquisition et de règlement en vigueur (paiement forfaitaire et d'avance) :

- que le trafic soit moindre ou différé ne change effectivement rien à ce qui a été payé par les opérateurs,
- mais les opérateurs n'auraient pas accepté d'acquitter ce montant s'ils n'avaient pas anticipé la nécessité de rajouter le trafic entrant, ou dit autrement, ils auraient valorisé le spectre à un niveau inférieur s'ils n'avaient pas de trafic entrant à acheminer (ce qui peut avoir un impact direct en cas de procédure d'enchères).

En matière d'usage de spectre, il est aussi indéniable que la quantité de spectre 2G requise par Orange aurait été inférieure en l'absence de trafic entrant à acheminer. Cela aurait permis de procéder à un réaménagement de spectre au profit de la 3G (« refarming ») plus tôt et plus large que ce qui a été effectivement mis en œuvre, ce qui aurait aussi induit des économies de coût en matière de spectre 3G pour Orange.

En conclusion, pour Orange France, une partie des coûts liés à l'usage du spectre (notamment une partie du coût des licences), sont des coûts incrémentaux résultant de la présence de trafic entrant. L'impact sur le niveau tarifaire de terminaison d'appels est loin d'être négligeable, nous l'estimons à environ **0,1c/mn**.

3.4- Les coûts communs et commerciaux des prestations de gros doivent être pris en compte

Orange réaffirme que les coûts communs et commerciaux spécifiques à l'activité de gros doivent être pris en compte dans la modélisation technico-économique des coûts réseaux pour déterminer le niveau tarifaire de la terminaison d'appel. A toutes fins utiles nous rappelons que ces coûts sont bien pris en compte dans les comptes réglementaires audités (en 2009, **coûts commerciaux de [. .] (secret des affaires) / minute et coûts communs pour [. .] (secret des affaires) c€/minute**).

4- Conclusion

Orange estime que le niveau tarifaire de terminaison d'appel cible de 0,8c€/mn tel que proposé par l'Arcep pour application au 1/1/2013 est sous-estimé par rapport à la réalité des coûts incrémentaux encourus qui sont « à long terme » (horizon fin de cycle) estimé par Orange France sur la base du modèle développé par l'ARCEP à environ [. .] (*secret des affaires*)



Aucun élément n'étant apporté visant à démontrer qu'Orange France ne serait pas un opérateur efficace, le niveau cible de terminaison d'appel proposé par l'Arcep serait excessivement bas et conduirait Orange à facturer la terminaison d'appel voix à un niveau inférieur à ses coûts incrémentaux.

Il est par contre totalement justifié de mettre fin dès le début du premier semestre 2011 à l'asymétrie tarifaire dont Bouygues Télécom a pu bénéficier depuis près de 15 ans.



Annexe : étude d'impact sur le modèle des paramètres « Utilisation and planning assumptions »

[. . .] (*secret des affaires*)